

dans le cadre d'une gestion active de la dette, afin de profiter des opportunités pour améliorer le taux moyen de la dette, pour la diversifier, pour la désensibiliser.

Au titre de la délégation, le ministre chargé des finances pourra procéder au remboursement anticipé des emprunts en cours, avec ou sans indemnité compensatrice, selon les termes convenus avec l'établissement prêteur, et contracter éventuellement tout contrat de prêt de substitution pour refinancer les capitaux restant dus et, le cas échéant, les indemnités compensatrices, dans les conditions et limites du présent article. L'indemnité compensatrice pourra, pour tout ou partie, faire l'objet d'un paiement à la date d'effet du réaménagement, ou être capitalisée ou intégrée dans le taux fixe du nouveau prêt.

Les emprunts de refinancement pourront être :

- soit d'une durée égale à la durée résiduelle du contrat ou à la durée moyenne pondérée en cas de pluralité de contrats, soit d'une durée rallongée ;
- assortis d'un différé d'amortissement ;
- à taux d'intérêt fixe ou basés sur un index (révisable ou variable) ;
- assortis des droits de tirages échelonnés dans le temps avec faculté de remboursement et/ou de consolidation par mise en place de tranches d'amortissement.

Plus généralement, le ministre chargé des finances pourra décider de toutes opérations financières, utiles à la gestion des emprunts.

Art. 2.— En vertu des dispositions de l'article 1er, la Polynésie française s'engage à inscrire, chaque année, en dépenses obligatoires à son budget, les sommes nécessaires au remboursement des échéances, ainsi qu'au règlement des intérêts, frais et charges accessoires des nouveaux emprunts de réaménagement, objet du présent arrêté.

Art. 3.— L'arrêté n° 217 CM du 23 février 2011 habilitant le ministre chargé des finances à négocier et à conclure des opérations de réaménagement de dette est abrogé.

Art. 4.— Le ministre de l'économie, des finances, du travail et de l'emploi, en charge de la réforme fiscale, de la formation professionnelle, des réformes administratives et de la fonction publique, est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au *Journal officiel* de la Polynésie française.

Fait à Papeete, le 19 octobre 2011.  
Oscar Manutahi TEMARU.

Par le Président de la Polynésie française :  
*Le ministre de l'économie, des finances,  
du travail et de l'emploi,*  
Pierre FREBAULT.

## ARRETE n° 1586 CM du 20 octobre 2011 portant mesure d'application de l'article 433-2 du code des impôts.

NOR : DIP1102234AC

Le Président de la Polynésie française,

Sur le rapport du ministre de l'économie, des finances, du travail et de l'emploi, en charge de la réforme fiscale, de la formation professionnelle, des réformes administratives et de la fonction publique,

Vu la loi organique n° 2004-192 du 27 février 2004 modifiée portant statut d'autonomie de la Polynésie française, ensemble la loi n° 2004-193 du 27 février 2004 complétant le statut d'autonomie de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 1682 PR du 6 avril 2011 modifié portant nomination du vice-président et des autres ministres du gouvernement de la Polynésie française, et déterminant leurs fonctions ;

Vu le code des impôts ;

Le conseil des ministres en ayant délibéré dans sa séance du 19 octobre 2011,

Arrête :

Article 1er.— La lettre ou le mémoire de saisine de la commission des impôts visé à l'article 433-2 du code des impôts, doit être accompagné de copies contresignées par le demandeur, en nombre égal à celui des membres de la commission (huit), augmenté de deux (une copie pour la partie adverse et un original).

Lorsque le nombre de copies n'est pas égal à celui visé au premier alinéa, le demandeur est averti par le président de la commission des impôts que si la production n'est pas faite dans le délai de trente jours à partir de cet avertissement, la saisine pourra être rejetée comme irrecevable.

Art. 2.— Le ministre de l'économie, des finances, du travail et de l'emploi, en charge de la réforme fiscale, de la formation professionnelle, des réformes administratives et de la fonction publique, est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au *Journal officiel* de la Polynésie française.

Fait à Papeete, le 20 octobre 2011.  
Oscar Manutahi TEMARU.

Par le Président de la Polynésie française :  
*Le ministre de l'économie, des finances,  
du travail et de l'emploi,*  
Pierre FREBAULT.